



Argumentaire sur le 18 octobre

Pourquoi ne pas appeler le 18 octobre ?

- pour éviter le risque de confusion entre nos revendications fonction publique et la question des régimes spéciaux de retraites ;
- à la demande même de nos camarades des transports CFDT, qui ne voulaient pas prendre le risque de voir leurs revendications de véritables négociations rendues inaudibles et affaiblies dans le cadre d'une action générale fonction publique ;
- parce qu'il nous semble légitime d'avoir des doutes sur la capacité des organisations syndicales à mobiliser nos collègues sur plus d'une journée d'action (sachant que la journée d'action fonction publique de mi-novembre est actée) ;
- parce qu'il nous semble légitime de s'interroger sur la capacité des organisations syndicales à mobiliser les personnels de l'Éducation nationale sur une journée d'action fortement connotée régimes spéciaux et transports publics.

Avons-nous pris le risque de briser l'unité syndicale ?

Ne serait-ce pas plutôt les organisations syndicales, qui avaient déjà appelé à une grève Fonction Publique le 18 octobre avant la réunion de l'intersyndicale, qui ont pris ce risque ?

La volonté et l'action de la CFDT fonction publique dans l'intersyndicale a permis d'aboutir à la décision de mener une action assez largement unitaire (à ce jour seule la CGC hésite encore).

L'action de mi-novembre Fonction publique et Éducation nationale permettra-t-elle de mettre en avant les problèmes de l'Éducation nationale ?

N'oublions pas que nous continuons l'action, avec les 15 organisations syndicales, de parents, de lycéens, d'étudiants et associations complémentaires, qui vise à sensibiliser contre la politique éducative du gouvernement.

Les organisations de l'Éducation nationale se réuniront fin octobre pour voir comment assurer cette visibilité.